



Serge Cadieux
Président national

Un autre gouvernement conservateur minoritaire

Le 14 octobre dernier était journée d'élection générale au Canada. Seulement 58 % des électeurs se sont prévalus de leur droit de vote – le plus faible taux de participation électorale dans l'histoire récente du Canada.

Pourtant, l'enjeu principal de cette dernière campagne électorale était extrêmement important. Il fallait choisir entre deux visions opposées du rôle de l'État dans l'économie, le développement social et les valeurs morales. Nous, du mouvement syndical, croyons important que le gouvernement intervienne dans l'économie pour stimuler la création d'emplois et empêcher les fermetures d'usine. Nous croyons aussi très important que le gouvernement fédéral investisse davantage, notamment dans les programmes sociaux et dans l'amélioration des prestations d'assurance-emploi.

Soyons clairs. Nous avons une vision du rôle de l'État qui est diamétralement opposée à celle de monsieur Harper et du Parti conservateur. Le 14 octobre dernier, nous sommes passés très près d'une catastrophe nationale car le Parti conservateur a presque formé un gouvernement majoritaire et ce, malgré le faible appui reçu de 37,6 % des électeurs canadiens. Notre système électoral lui a permis de faire élire 143 députés sur un total de 308, ou 46,4 % des sièges à la Chambre des communes. Notre système électoral avait été conçu à l'origine pour stabiliser le gouvernement et éviter l'élection de gouvernement minoritaire à répétition. Faut-il rappeler que nous en sommes au troisième gouvernement minoritaire depuis juin 2004 ? Le fait que 42 % des électeurs n'aient pas voté est extrêmement préoccupant pour la démocratie. Depuis ces derniers 20 ans, la participation aux élections fédérales a constamment diminué pour passer de 75,3 % en 1978 à 58 % en 2008. Le temps est venu pour le Canada de revoir son système électoral en faveur, comme l'a déjà suggéré la Commission du droit du Canada, d'un système électoral proportionnel mixte, permettant une meilleure représentativité des partis politiques à la Chambre des communes.

La crise financière

Ceci étant dit, avant un nouveau système électoral, nous devons tenter de regrouper les forces progressistes au Parlement canadien pour forcer ce gouvernement conservateur à poser des gestes concrets pour faire face à la crise financière qui secoue le monde actuellement et pour combattre la récession économique qui frappe aux portes du Canada.

Il est vrai que les États-Unis sont plus durement touchés par cette crise financière que le Canada puisqu'ici, il existe une réglementation qui encadre les banques et les autres institutions financières.

Nous avons une vision du rôle de l'État qui est diamétralement opposée à celle de monsieur Harper et du Parti conservateur.

Cependant, cette crise du capitalisme est mondiale. Une de ces conséquences majeures est que le financement auprès des banques est rendu plus difficile pour nos entreprises. Le gouvernement fédéral doit soutenir les entreprises viables pour les aider à passer à travers la crise. Il doit se préparer à garantir des crédits à l'exploitation aux entreprises viables qui sont incapables de se financer auprès des banques. Il pourrait aussi songer à créer un fonds public d'investissement lui assurant une participation dans les entreprises qui sont en quête de fonds pour des investissements à long terme.

Le modèle du Fonds de Solidarité du Québec

Voilà une initiative qui permet de maintenir des emplois et d'en créer des nouveaux. Au Québec, en 1983, après une dure récession qui a provoqué des dizaines de milliers de pertes d'emploi, la FTQ, avec l'accord du gouvernement du Québec, mettait sur pied le Fonds de Solidarité FTQ afin d'investir dans les entreprises au Québec qui avaient été lâchées par les banques et les autres institutions financières traditionnelles. Le Fonds de Solidarité FTQ a été mis sur pied à l'aide d'un prêt sans intérêt de 10 millions de dollars des gouvernements provincial et fédéral. Vingt-cinq ans plus tard, le Fonds de Solidarité FTQ détient près de 8 milliards de dollars et compte plus de 575 000 actionnaires. Le Fonds est un véritable tremplin pour la croissance économique. Le Fonds et son réseau ont permis la création ou le maintien de dizaines de milliers d'emplois, ainsi que le démarrage, le développement ou la relance de milliers d'entreprises présentes dans tous les secteurs de l'économie et dans toutes les régions du Québec. Le gouvernement Harper peut s'inspirer de ce succès économique et social pour passer à travers la crise.

Des mesures pour les travailleurs

Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent maintenir les programmes, les services et les

emplois publics existants. Ce serait une folie que de couper dans les dépenses alors même que nous plongeons dans une récession. L'augmentation des dépenses publiques a un potentiel de création d'emplois qui est bien supérieur aux réductions d'impôt car la plupart des formes d'investissements publics font appel à un fort coefficient de main-d'œuvre et sollicitent des intrants canadiens par opposition à des intrants importés.

Il faut aussi élargir d'urgence l'admissibilité des Canadiennes et des Canadiens à l'assurance-emploi. Plus de 50 % des chômeurs actuels ne se qualifient pas aux prestations d'a-e les conditions étant beaucoup trop strictes. Avec un surplus accumulé de plus de 50 milliards de dollars dans la caisse d'a-e, il faut augmenter les prestations et élargir les dépenses de la caisse pour financer les programmes d'adaptation de la main-d'œuvre et de formation.

La hausse des prestations d'assurance-emploi, l'injection d'investissements dans les infrastructures et les dépenses dans les programmes sociaux auront au bout d'un an plus d'effets favorables sur le PIB que les baisses d'impôts sur le revenu des particuliers, sur les gains en capital ou sur le revenu des sociétés dont l'effet sur le PIB est néfaste.

Il faut aussi que le gouvernement fédéral pose un geste concret pour protéger les prestations de retraite des travailleuses et travailleurs. La crise financière menace d'entraîner un désastre car les caisses de retraite des entreprises en difficulté font face à d'énormes déficits. Comme ailleurs, notamment aux États-Unis où les prestations de retraite sont garanties jusqu'à 50 000 \$, les régimes de retraite canadiens devraient être renforcés par un fonds national de garantie des pensions.

Les régimes de retraite canadiens devraient être renforcés par un fonds national de garantie des pensions.

Pour réaliser toutes ces mesures, il est indispensable que les partis d'opposition travaillent ensemble dans l'intérêt de la grande majorité des Canadiennes et des Canadiens.

Je crois que le Bloc Québécois avec ses 49 députés et le NPD avec ses 37 députés doivent travailler ensemble pour amener les 77 députés libéraux à faire partie d'une coalition unie pour mettre de l'avant les mesures nécessaires pour nous permettre de passer à travers la crise financière et la récession sans trop de dommages.